

Les résistances toulousaines et leurs mémoires

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements aux détenteurs des droits qui ont autorisé l'utilisation des images figurant dans cette proposition pédagogique : le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN), le Musée de l'Ordre de la Libération, le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, le Mémorial François Verdier Forain Libération Sud, l'Atelier Robert Doisneau, la Dépêche du Midi, les Archives départementales de la Haute-Garonne et les Archives municipales de Toulouse.

Ce dossier est une « boîte à outils » pour les collègues enseignants. Il synthétise les connaissances historiques sur les divers lieux parcourus pendant la visite pédestre. Il présente également des « contextes » pour mieux appréhender les événements évoqués.

Introduction

L'étude de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale se trouve au carrefour de l'Histoire et de la mémoire. Elles sont des reconstructions en évolution du même passé bien qu'elles ne relèvent pas des mêmes préoccupations.

Les multiples mémoires et leurs enjeux se lisent imparfaitement dans l'espace toulousain.

Le Monument à la gloire de la Résistance est un mémorial qui célèbre les actions de la Résistance. Il est inauguré en 1971 dans une période encore imprégnée par le mythe résistancialiste. Avec le Mémorial en hommage aux Justes des Nations de Midi-Pyrénées inauguré en avril 2004 et le Mémorial de la Shoah élevé en 2008, la mémoire juive s'inscrit dans l'espace public. La mémoire des résistants étrangers est moins visible. Elle est portée mais peu médiatisée par l'hôpital Joseph-Ducuing (Varsovie) fondé en 1944 par des résistants républicains espagnols. La francisation des noms de plusieurs résistant(e)s étranger(e)s témoigne encore de cette invisibilité. Par exemple, des anciens résistants ont milité en vain pour que la future station de la ligne B du métro (ouverte en 2007) à la prison de Saint-Michel soit nommée en polonais « Mendel Langer » (prononcer langueur) et non « Marcel Langer ».

Le devoir de mémoire se traduit dans l'espace urbain au travers des nombreuses mais discrètes plaques commémoratives, noms de rues, stèles, monuments et lieux de mémoire tel le Castelet de la prison Saint-Michel.

La cartographie urbaine de ces lieux permet d'étudier les résistances qui forment la Résistance toulousaine. Minoritaire mais plurielle car elle est foisonnante dans ses mouvements et ses réseaux avant son unification partiellement achevée en 1944. Le parcours pédestre centré sur le centre-ville et le quartier Saint-Michel-Busca ne permet pas de couvrir intégralement toutes les facettes de la Résistance ni d'évoquer tous les événements. Mais il permet de découvrir des hommes et des femmes d'exception parfois très jeunes, dont, spécificité toulousaine, de nombreux étrangers. Il permet également d'évoquer le comportement de la population, de l'Administration, de l'Église et des forces répressives françaises et allemandes.

L'échelonnement des lieux ne correspond pas à une présentation chronologique de la période mais il a pour objectif d'évoquer les divers acteurs, leurs motivations et leurs actions. Ces lieux sont modulables selon les thèmes choisis par l'enseignant et le temps qu'il veut y consacrer.

La visite du Monument à la Gloire de la Résistance et éventuellement celle du Castelet (accessible gratuitement pour la cour) nécessite en amont une réservation avec un guide des Monuments de Toulouse. L'étude comparée de la carte de 1941 et du Toulouse vécu par les élèves permet de caractériser les permanences et les transformations du paysage urbain : gare ferroviaire de Saint-Cyprien sur le site de l'actuelle cité Roguet ou l'arsenal militaire sur celui de la faculté de droit, ainsi que l'ancien réseau de tramway par exemple.

1 13 rue Alsace-Lorraine : Angèle del Rio et Yves Bettini, le premier acte de résistance à Toulouse (5 novembre 1940)

Contexte : 1940

Juin 1940 : Pétain est au pouvoir et demande l'armistice. 10 juillet : il obtient les pleins pouvoirs
Zone (dite) libre : occupation allemande à partir du 11 novembre 1942.

En 1936, la ville de Toulouse compte 213 000 habitants.

L'**Exode** de mai 1940 provoque des flux par train et par la route de 6 à 8 millions de personnes.

Il y a probablement 260 000 réfugiés à Toulouse. La population de la ville est donc multipliée par deux. Des convois de trains d'abord de Belges, de Néerlandais et Luxembourgeois puis de Français se succèdent à la gare Matabiau. Le hall et les alentours de la gare deviennent des centres d'accueil et de soins. La situation est chaotique pendant plusieurs semaines : la circulation automobile devient presque impossible en ville, sur les murs du Capitole et dans la presse locale sont notés noms et adresses de personnes qui se cherchent. Les écoles, cinémas, théâtres et stades servent de dortoirs. Certains dorment dans les squares voire sur l'asphalte. Le nombre de réfugiés reflue lentement pendant plusieurs mois (258 000 habitants en 1941), à la suite de l'armistice. Certains réfugiés s'installent dans les départements voisins et la plupart repartent au nord de la Loire. Les Juifs français, les expulsés d'Alsace-Lorraine et ceux qui habitent dans la zone interdite du Nord ont en revanche interdiction de rejoindre leurs domiciles habituels.

Du côté des symboles, la municipalité change quarante-quatre noms de rues. L'allée Maréchal-Pétain se situe près du Grand rond ([voir carte](#)) et toutes les rues évoquant le socialisme sont débaptisées sauf les allées Jean Jaurès. A Toulouse, la Révolution nationale ne va guère au-delà de ce remplacement de plaques sur les murs. La principale préoccupation des Toulousains pendant la guerre est le ravitaillement.

Pourquoi résister ?

Résister englobe une multitude de raisons. Elle dépend de l'itinéraire passé des individus, de leur appartenance ancienne ou présente à des partis, syndicats, des institutions ou s'explique par le refus d'une situation personnelle ressentie comme intolérable.

- 1) Appartenance à un groupe stigmatisé, poursuivi ou persécuté : communistes, étrangers devenus apatrides et Juifs.
- 2) L'opposition aux Allemands. Résister aux Allemands ne signifie pas automatiquement s'opposer à Pétain. Par exemple, le Corps franc Pommiès qui est composé essentiellement de militaires et dont l'état-major se situe à Toulouse, refuse « de faire de la politique », c'est à dire à s'attaquer à Vichy. L'occupant est le seul ennemi à combattre. Il se méfie de la politisation des mouvements gaullistes bien qu'il accepte de s'associer aux FFI.
- 3) L'opposition au régime de Vichy. Elle concerne aussi bien les républicains au nom des valeurs démocratiques que certains membres religieux au nom de leur foi.
- 4) Les circonstances liées à l'évolution du conflit : refus du STO, opportunisme dans les derniers mois ou semaines de la guerre.

Comment résister ?

1) Manifester son refus : diffuser des tracts, des journaux clandestins, faire des graffitis, siffler lorsque les actualités cinématographiques montrent des Allemands ou des collaborateurs.

A la demande de Radio-Londres, ont lieu des manifestations publiques à des dates symboliques (1 mai, 14 juillet, 11 novembre) : entre 15 000 et 40 000 Toulousains chantent la Marseillaise dans les rues qui débouchent sur la place du Capitole en faisant face pendant 2 heures aux forces de la police et aux organisations collaborationnistes (14 juillet 1943), on crie « Vive de Gaulle ! Conspuez Laval ! » (1 mai 1942) ou on cesse le travail dans les usines entre 11 heures et midi (11 novembre 1943). En 1942, un conférencier ambulant du nazisme fait une tournée en zone dite

libre. Dans le Capitole, il est accueilli par un chahut monstre et des étudiants écrasent du pied des boules faisant « cracher, tousser, pleurer »

2) Fournir de l'information aux Alliés : donner les chiffres de la production industrielle à Londres.

3) Le sabotage :

L'agglomération de Toulouse est un ensemble urbain modérément industrialisé mais intensivement mis au service de l'effort de guerre de l'ennemi. Des milliers de travailleurs, exemptés du STO, occupent un emploi dans les « S Betriebe » « entreprise Speer » (du nom du ministre de l'Armement du Reich) ou « entreprises protégées ». En principe, au moins 70 pour cent de leur production est destinée à l'Allemagne. En 1944, on dénombre 167 entreprises toulousaines de ce type.

E Cartoucherie : Elle est spécialisée dans les douilles de balles et les obus. Elle fabrique des douilles pour la Wehrmacht et surtout l'armée roumaine. À partir de 1944, la production décroît, grâce au travail au ralenti et au sabotage des machines. La Cartoucherie qui doit livrer un million de douilles les derniers mois avant la Libération n'en fournit que 40 000.

Le **pôle aéronautique** de Toulouse est stratégique pour les Allemands car il leur permet de produire plusieurs centaines d'avions par an ainsi que des appareils V1 et V2 et divers prototypes. Il se développe après la Première Guerre mondiale avec l'installation des groupes Latécoère et Dewoitine. La nationalisation des industries d'armement par le Front populaire s'accompagne d'un plan de décentralisation de l'industrie aéronautique trop concentré dans la région parisienne : Bréguet s'installe à Toulouse. On dénombre 14 000 salariés en 1940 dans l'industrie de l'aviation. Aux usines Latécoère, un commando de résistants venant Bordeaux fait exploser un prototype V4 censé atteindre les États-Unis.

Aux usines de Saint-Martin-du-Touch de Dewoitine, les mécanismes des hélices des avions sont rendus inutilisables. À la Libération, il est nécessaire de réviser soigneusement l'escadrille FFI pour éliminer les malfaçons. Mais l'un des avions s'écrasera après décollage.

F Sabotages de la poudrerie (site de Braqueville proche de l'actuel Oncopole). Elle a été sabotée par la Résistance avec l'accord de Londres (photographie à envoyer en Angleterre comme preuve pour éviter un bombardement dangereux pour la population civile). Le 27 avril 1944, quatre machines-outils sont détruites. Peut-être par faute d'information, les Alliés lancent un bombardement dans la nuit du 2 mai 1944. Une centaine de bombardiers attaquent la Poudrerie, Saint-Martin-du-Touch et Pech-David où se situe la DCA. Le quartier d'Empalot est touché et l'on dénombre une quarantaine de tués. La Poudrerie fonctionnant toujours, un ingénieur de l'usine exige d'intervenir seul et cause plus de dégâts que le bombardement.

4) Combats, guérilla urbaine : un tramway rempli de soldats allemands (mais avec un conducteur toulousain) explose avenue de Grande-Bretagne, des grenades lancées sur des Allemands attablés en terrasse aux Minimes, un attentat contre le bureau de la Relève place Dupuy. Les attentats qui deviennent fréquents à partir de 1943 sont d'abord mal perçus par beaucoup de Toulousains qui craignent les représailles allemandes.

Contexte : les bombardements

Il y a eu quatre bombardements sur l'agglomération toulousaine en 1944. Le premier se déroule dans la nuit du 5 au 6 avril, les Anglo-Américains bombardent les usines aéronautiques de Saint-Martin-du-Touch, Blagnac et Montaudran. Une centaine de maisons sont détruites et deux personnes décèdent. Les deux derniers bombardements ont lieu de jour sur les terrains d'aviation de Blagnac et de Franczal le 25 juin et le 12 août sans aucune victime civile. Au total, les quatre bombardements causent des dégâts sur 5 149 immeubles dont 323 totalement détruits

La constitution de la Résistance est un long processus qui s'accélère à partir de 1943.

L'opération du 5 novembre 1940 est « non-événement » qui est passé pratiquement inaperçu parmi la population. La presse qui est censurée a fait silence pour ne pas troubler la visite de Pétain. Mais il est désormais perçu comme le premier acte de protestation contre le

gouvernement de Vichy. Il n'y a pas encore la présence d'Allemands à Toulouse. Accablé par la défaite, les Toulousains soutiennent massivement le maréchal Pétain qui est ovationné lors de sa venue (**maréchalisme**). La Dépêche a publié le 19 juin un « Appel à la jeunesse de France », inspiré semble-t-il, par de Gaulle. Mais le même jour, on y trouve un autre article qui demande « d'écouter la voix souveraine de Pétain ». Les deux attitudes contradictoires se retrouvent chez les Français humiliés par la défaite mais soulagés par l'armistice. On peut se faire une idée des réactions des Toulousains grâce aux rapports préfectoraux réguliers réalisés à partir des RG (Renseignements généraux) et des interceptions téléphoniques, télégraphiques et postales. Les Toulousains restent attachés à la personne de Pétain mais sont hostiles à la collaboration et rejettent progressivement le régime de Vichy à partir des rafles de Juifs en 1942 puis de la victoire soviétique de Stalingrad (février 1943) qui augure la défaite finale des Allemands. Les Toulousains sont majoritairement anti-allemands et souhaitent la victoire des Alliés. Ils ne se sentent pas gaullistes pour autant. La fusion dans les esprits, de l'hostilité à l'occupant et du gaullisme mettra au moins trois ans à s'accomplir.

Le 5 novembre a été organisé par sept camarades (cinq jeunes hommes et deux jeunes filles) de 18 ans. Parmi eux, la mémoire a retenu le couple formé par Angèle del Rio et Yves Bettini. D'ailleurs, le parvis de la prison Saint-Michel est baptisé aux noms d'Yves et Angèle Bettini depuis 2018. En effet, Angèle a longtemps témoigné sur son expérience durant la guerre. Ce groupe fait partie des jeunesses communistes. Depuis septembre 1939, le Parti communiste français est interdit car il a approuvé le pacte germano-soviétique signé le mois précédent. Les communistes sont tenus de ne pas agir contre le régime de Vichy et les nazis dans le cadre de ce pacte. Le Parti (clandestin) ne rentrera en Résistance qu'après l'invasion de l'URSS en juin 1941 (Opération Barbarossa). Dans les faits, les militants communistes « sous-marins » pratiquent l'entrisme en participant aux instances de Vichy où les ouvriers sont représentés (comités sociaux de la Charte du Travail et syndicats toujours autorisés à l'échelle locale et départementale) ou en intégrant des groupes de résistants non communistes. Angèle est ouvrière depuis ses 14 ans. Née à Toulouse et de nationalité française (droit du sol), ses parents sont des Espagnols arrivés en France dans les années 1910. Étrangers, le père et les frères d'Angèle sont arrêtés par Vichy et internés dans le camp du Vernet (Ariège), puis déportés en Algérie.

Contexte : les camps d'internement et le développement de la police.

La politique répressive de Vichy et son obsession contre les étrangers et les « indésirables » trouvent ses origines dans la dernière décennie de la III^e République. Au nom de la préférence nationale, les gouvernements ont fixé des quotas de travailleurs étrangers en fonction des besoins du marché et de nombreux Polonais ont été expulsés. Le décret-loi du 2 mai 1938 permet d'ouvrir des camps pour les étrangers « indésirables » mais inexpulsables. Les réfugiés espagnols arrivés lors de la Retirada de 1939 sont placés par milliers dans les camps de la République. Peu après, la plupart, sauf ceux jugés révolutionnaires, sont libérés.

La guerre accélère le processus avec le décret-loi Daladier du 18 novembre 1939 qui permet aux préfets de prononcer sans jugement des internements administratifs contre les individus « dangereux pour la défense nationale ou pour la sécurité publique ». Des communistes français, les étrangers en situation irrégulière et les ressortissants ennemis sont internés. Les citoyens allemands sont internés y compris les réfugiés qui avaient fui les persécutions nazies. Les camps étaient donc majoritairement peuplés par des Juifs avant l'Occupation.

Vichy aggrave le décret en ciblant « toutes les activités et les propos subversifs » : trafiquants du marché noir, prostituées, marginaux dont les gitans, résistants, réfractaires au STO et Juifs étrangers (dans des camps spéciaux). Les archives de la Haute-Garonne conservent le nom de 1 500 internés (chiffre non exhaustif). Dans les camps, il n'y a aucune volonté de terreur, on peut y recevoir des colis et les visites de parents sont généralement autorisées. Cependant ils sont négligés et on peut y mourir de faim et de froid, les poux et la saleté y règnent. 3 000 internés

environ meurent dans les camps de la zone sud.

Le camp du **Récébédou** (sur l'emplacement actuel du Carrefour à Portet-Saint-Simon) à peine terminé en 1940, était à l'origine destiné à loger les ouvriers de la Poudrerie. Il va contenir jusqu'à 1 600 prisonniers. Le camp de **Noé** (à 30 km) est construit en 1941 par des internés espagnols. On y dénombre 1 500 places. « Villages Potemkine » Ils sont dénommés camps-hôpitaux, dans un premier temps bien organisés car ils doivent recevoir des journalistes étasuniens. La situation se dégrade ensuite car il n'y a pas de médicaments, une pénurie alimentaire et la discipline se durcit. Le premier camp sera fermé en 1942, le deuxième « vidé » par les SS en 1944 avec à chaque fois des convois vers les camps de la mort.

A Toulouse, la police est devenue forte et omniprésente. Les pouvoirs de la police autrefois dévolus aux maires passent entre les mains du préfet régional assisté d'un Intendant de police. On dénombre 2 000 forces de l'ordre environ en 1942 : le nombre de gardiens de la paix est multiplié par quatre et celui des inspecteurs par quinze. La police participe aux rafles dès juin 1940 notamment contre les groupes communistes. Elle est secondée par la gendarmerie et les GMR (Groupes mobiles de réserve), ancêtre des CRS, dans la lutte contre les maquis. Après la Libération, on découvre parmi les agents travaillant pour la police, deux chefs de maquis, un directeur de journal communiste et un chef FFI de Toulouse. A contrario, certains policiers procurent des informations à la Résistance.

Le 5 novembre 1940, le maréchal Pétain effectue une visite à Toulouse en arrivant à la gare Matabiau. Son convoi doit passer par Alsace Lorraine.

Le groupe organise un stratagème :

- Yves Bettini, français de parents italiens, travaille dans un cabinet d'architecture de l'immeuble du 13. Il sait qu'il y a une trappe pour accéder aux toits. Ils installent 3 systèmes de tapettes à rat reliées à une catapulte. Une boîte de conserve avec de l'eau fait contrepoids, d'où elle s'écoule par un trou. Ils en profitent pour redescendre et ne pas se faire attraper. Quand l'eau s'est écoulée, l'amas de tracts (une centaine) se répand sur le cortège. Les tracts ne dénoncent pas l'Occupation de la zone nord par les Allemands mais le régime de Vichy en diffusant des slogans communistes « La jeunesse de France ne veut pas du maréchal félon » « Thorez au pouvoir ». Ils dénoncent également le sort des députés communistes emprisonnés. Des messages peu audibles dans une ville où le PC faisait sept pour cent des voix en 1936 et où des milliers de personnes sont en train d'acclamer Pétain. Plus généralement, les tracts et graffitis communistes de l'année 1940 renvoient dos à dos Pétain et de Gaulle.

- Le groupe est arrêté par la police française deux semaines plus tard. Interrogés avec violence sauf Angèle, les membres sont alors incarcérés à la prison Saint-Michel. Ils restent cinq mois en détention, jusqu'à leur procès devant un tribunal militaire : Angèle est condamnée avec sursis, son fiancé à deux ans de prison en France, puis est livré à l'Italie fasciste. Arrêté par la gestapo et déporté, il s'échappe du train pour Buchenwald. Il poursuivra la guerre dans le maquis (l'Ain).

- Angèle est ensuite arrêtée ensuite en 1941 comme étrangère (loi de dénaturalisation) et enfermée au camp du Récébédou. Puis dans plusieurs camps dans le sud de la France jusqu'en 1944. Elle y contracte la tuberculose.

2a 40 rue de la Pomme : réseau d'évasion « Pat O'Leary » puis « Françoise » (Marie-Louise Dissard)

Contexte : les mouvements, réseaux et maquis.

Les **mouvements** (Libération, Combat, Franc-Tireur) couvrent un large spectre d'activités. L'appartenance à la zone dite libre permet aux grands mouvements de se développer plus aisément qu'en zone occupée jusqu'en novembre 1942.

Les **réseaux** ont une des spécialités de caractère strictement militaire.

Dans la seule Haute-Garonne, on recense une soixantaine de réseaux d'importance diverse. A Toulouse, la Résistance est favorisée par certains caractères géographiques de la région : la proximité de la frontière pyrénéenne et de nombreuses zones difficiles d'accès où les maquis se développent principalement dans le Lot, le Tarn et l'Ariège. Les effectifs sont très modestes. Le CNR dénombre 1 295 maquisards dans la région R4 en 1943. Donnée à laquelle on peut rajouter 2 000 à 5 000 maquisards communistes. Le premier maquis, celui de Vabre dans le Tarn, est créé par cinq résistants et en rassemble soixante-treize en 1944. Les difficultés matérielles font que les maquis doivent refuser des candidats de plus en plus nombreux à partir de 1944.

Contexte : le passage des Pyrénées.

Ville refuge, Toulouse devient logiquement une ville de passage vers l'Espagne et Gibraltar, pour Londres ou Alger. Franchir les Pyrénées est une opération difficile. L'évasion commence souvent par un voyage en train où s'effectuent de nombreux contrôles de gendarmerie. Il faut ensuite rejoindre les points de départ de groupes traversant sous la conduite d'un guide (Saint Girons ou Foix par exemple). De nombreux guides monnaient leurs services avec un tarif moyen de 5 000 francs par personne (le salaire mensuel moyen se situe entre 1 000 et 1 500 francs sur la période). Les réseaux évacuent gratuitement les aviateurs, les résistants en mission ou « grillés » ainsi que ceux qui promettent de s'engager dans la France Libre. Il faut ensuite déjouer la surveillance des douaniers français, des Allemands puis des carabiniers espagnols. Le bilan approximatif des passages est de 50 000 Français et étrangers. On dénombre 5 000 Français arrêtés et déportés et une centaine de morts et disparus. 23 000 Français ont pu rejoindre Alger ou Londres via Gibraltar pour combattre

Marie-Louise Dissard possède une boutique de couture, « À la poupée moderne », qui travaille notamment pour le théâtre du Capitole. Elle a une soixantaine d'années pendant la guerre. Sa boutique est le centre de commandement du plus grand réseau d'évasion par les Pyrénées. Elle cache, déguise et convoie des aviateurs alliés tombés sur le sol français. Par exemple, elle grimait les pilotes en scouts et les accompagnait à la gare comme leur mamie. L'organisation comprend environ 210 membres et permet la fuite en Espagne de 700 pilotes alliés et résistants.

Elle opère auparavant pour le réseau Bertaux dès 1940 puis pour le réseau Pat O'Leary. Pseudonyme du docteur Albert Guérissé, un officier belge, dont elle devient l'adjointe. Mais après son démantèlement par la Gestapo en 1943, elle se cache un temps à Cahors puis se rend en Suisse pour rencontrer l'ambassadeur britannique et lui demander de reconstituer un réseau d'évasion.

C'est un personnage exceptionnel. Elle fit sans arrêt preuve de courage, d'ingéniosité, de sang-froid et d'audace :

- L'une des rares femmes à diriger seule un réseau, et elle est la résistante la plus décorée par les Alliés. Pourtant, elle n'a pas été faite Compagnon de la Libération (Ordre de la Libération). On ne dénombre que six femmes sur les 1 038 Compagnons de la Libération.

- À plus de 60 ans, elle convoyait elle-même certains combattants jusqu'en Espagne, franchissant à pied les cols pyrénéens.

- Exubérante, elle dit tout haut qu'elle soutient de Gaulle. La police française ouvre une enquête sur elle. Le rapport conclut au déséquilibre mental.

- Sang froid :

Surveillée par la Gestapo, Françoise vit cachée dans des greniers, des garages ou des caves d'où elle dirige les actions. Elle se déguise et change son accent (toulousain) repéré par la Gestapo. Elle se grime en clocharde avinée un jour où les Allemands cernent le quartier.

Devant la gare, se reconnaissant sur un avis de recherche lors d'un barrage, elle montre l'image et hurle quelque chose comme : « Quelle horrible femme » !

Elle est arrêtée dans le train par la gestapo, demande à aller aux toilettes. Elle saute du train en marche

-Avant sa disparition à la fin des années 1950, elle a initié la création d'un centre d'apprentissage féminin route d'Espagne (l'actuel lycée Françoise reconstruit à Tournefeuille après l'explosion de l'usine AZF).

2b 11 rue de la Pomme : Ariadna/Ariane Scriabina (Fixsman) « Régine » et Dovid Fiksman (AJ : l'Armée juive et B Alfred Nakache)

Contexte : la population juive.

La population juive est modeste à Toulouse avant la guerre ; elle représente 1 000 à 1 500 personnes soit seulement 0,5 pour cent de la population. Les Juifs que l'on dénomme alors « israélites » sont totalement fondus dans la sociabilité toulousaine. Ils ne pratiquent pas tous leur religion (environ 300 pratiquent le culte régulièrement) et certains ont même presque oublié leurs origines juives. C'est l'antisémitisme officiel de 1940 à 1944 qui va catégoriser et essentialiser ces derniers. Parmi les réfugiés de l'Exode se trouvent de nombreux Juifs venus notamment de la région parisienne et des départements du nord-est. Au total, la population juive est multipliée environ par sept.

Plusieurs mesures sont prises par Vichy sans aucune demande allemande. Les **statuts des Juifs**, promulgués le 3 octobre 1940 et le 2 juin 1941 interdisent entre autres toute profession dirigeante dans l'appareil d'État, les emplois dans la fonction publique, la banque et dans plusieurs types de commerces et d'industries.

La loi du 4 octobre 1940 autorise les préfets à interner dans les camps les Juifs étrangers.

En 1941, le recensement des Juifs de Toulouse est confié à la mairie. La très grande majorité y a répondu. Les chefs de famille étant persuadés qu'une situation irrégulière ne peut poser que du tort à leurs proches. Il est obligatoire de faire apparaître la mention « JUIF » sur les papiers d'identité et la carte d'alimentation. A partir de 1942, le contrôle par les forces de police des personnes suspectées d'être des juifs non déclarés devient tracassier et minutieux. Pour les « demi-juifs », il faut prouver qu'au moins deux des grands-parents ne sont pas juifs et fournir un certificat de baptême antérieur à l'armistice ou un certificat de non-circoncision délivré par un médecin assermenté de la place Wilson.

En zone sud, notamment à Toulouse, l'exclusion des Juifs des lieux publics ne prend pas toujours la forme de textes écrits, mais se manifeste par des refus d'accès aux cafés, cinémas et lieux de loisirs comme la piscine et les jardins publics.

Sur le modèle de la zone occupée, Vichy décrète l'« aryanisation » des biens des Juifs, c'est-à-dire la confiscation des biens possédés par les Juifs, français ou étrangers. Ils sont dépossédés de leurs biens mobiliers et immobiliers (en principe à l'exception de leur logement), entreprises, comptes en banque. A Toulouse, on recense 224 entreprises et 33 immeubles confisqués. Cela est rendu possible par l'opportunisme de Toulousains intéressés par l'acquisition de biens à bas prix et par la rémunération qui accompagne la fonction d'administrateur provisoire dont le rôle est de liquider ou de vendre les entreprises. Mais seulement 40 pour cent des biens confisqués sont vendus. À partir de Stalingrad, le nombre de ventes tend à zéro. Les preuves d'appartenance à la religion juive n'étant pas toujours claires et les situations juridiques parfois complexes, une dizaine de procès sont entrepris. La plupart sont gagnés par les propriétaires juifs.

Les mesures racistes sont mises en œuvre par l'administration mais elles n'ont pas de soutien véritable dans la population. L'antisémitisme est en effet peu consistant à Toulouse et dans sa région. De nombreux juifs ont passé leur jeunesse sans entendre une réflexion blessante ni subir un geste d'exclusion. Jusqu'aux premières déportations et rafles de 1942, c'est l'indifférence qui prévaut, les Toulousains étant préoccupés essentiellement par les restrictions. La compassion l'emporte ensuite. Les aides sont variables, la première étant le silence et donc la non-dénonciation, par certains membres des forces de l'ordre compris. Jean Phillippe est l'un des très rares hauts fonctionnaires de police en France à avoir eu une attitude aussi courageuse pendant

l'occupation : En 1943, le commissaire Phillipe refuse d'obéir aux consignes de Vichy concernant l'arrestation systématique des Juifs. Il démissionne plutôt que de livrer aux Allemands la liste de tous les Juifs recensés à Toulouse. Il s'installe alors dans le Tarn-et-Garonne où il continue de coordonner les actions de son réseau Alliance. Une minorité dans la région toulousaine, citoyens ou institutions catholiques, aide et cache des juifs au péril de leur vie. La « Stèle des Justes de Midi-Pyrénées » est située au Jardin des Plantes. Sur cette stèle sont gravés les noms des 131 personnes. Juste parmi les nations est un titre décerné au nom de l'État d'Israël.

La majorité des Juifs de Toulouse a échappé au massacre bien qu'environ 2 000 perdent la vie sur la Haute-Garonne.

Alfred Nakache est né en Algérie française en 1915. Lors des Jeux olympiques de Berlin en 1936, il fait partie de l'équipe de France de natation. A partir de 1936, il accumule les titres français en natation et bat plusieurs records nationaux avec son club parisien.

Il devient professeur d'éducation physique avec sa femme à Paris mais il perd la nationalité française car Vichy abroge le décret de 1870 qui donne la nationalité aux juifs d'Algérie. Il rejoint alors Toulouse et devient licencié aux dauphins du TOEC.

En 1941, Nakache bat le record du monde du 200 m brasse. En 1942, lors de la seconde visite de Pétain à Toulouse, il nage et est félicité par Pétain car il a vaincu un Allemand dans une précédente compétition. Il est d'abord protégé et valorisé par la propagande vichyste mais la presse collaborationniste se déchaîne contre lui.

En 1943, il est exclu des compétitions en raison de sa judéité. Alfred Nakache et sa famille tentent avec d'autres Juifs de rallier l'Espagne en passant par les Pyrénées, mais craignant que les pleurs de leur petite fille ne mettent en péril la vie des autres membres du groupe, ils rebroussement chemin vers Toulouse.

Alfred Nakache et sa famille sont arrêtés à Toulouse à la suite d'une dénonciation puis incarcérés à la prison Saint-Michel.

En 1944 Les Nakache sont transférés à Drancy puis déportés à Auschwitz (sa femme et sa fille âgée de 2 ans sont gazés). Il doit faire la marche de la mort jusqu'à Buchenwald.

Le croyant mort, le TOEC baptise la piscine de son nom. Après la fin de la guerre, Alfred Nakache se rétablit et reprend la natation. Il bat le record du monde du relais 3 x 100 mètres trois nages en 1946.

La résistance juive prend naissance dans des institutions d'entraide et dans l'association des Éclaireurs israélites qui sont d'abord légales. Passés dans la clandestinité, la priorité est de cacher les enfants. Des réseaux se forment également pour faire passer des familles en Espagne. De nombreux Juifs trouvent place dans les maquis du Tarn, au sein d'une région où les protestants gardent la mémoire des persécutions subies au temps de Louis XIV.

Ariadna Scriabina est née en Italie, de nationalité russe. Elle est la fille d'un compositeur russe célèbre. Dans les années 1920 et 1930, elle fréquente les cercles littéraires et artistiques russes à Paris. Elle y devient écrivaine et publie un recueil de poèmes. Elle rencontre un poète juif russe, **Dovid Fiksmán** qui a pour nom d'auteur Dovid Knout. Elle l'épouse et se convertit au judaïsme et se fait nommer Sarah.

En 1940, son mari est mobilisé et envoyé à Toulouse ; elle et ses trois enfants le rejoignent.

Tous deux, avec des réfugiés juifs sionistes créent à Toulouse l'**AJ (l'Armée Juive) en 1942**.

Le premier but de l'Armée juive est de sauver des Juifs et de permettre leur passage vers l'Espagne et de là vers la Palestine. Elle regroupe 2 000 membres. Les nouveaux membres prêtent serment devant la Bible hébraïque et le drapeau sioniste bleu et blanc

Sous le nom de « Régine », Ariadna n'hésite pas à prendre des risques (enceinte, elle transporte des armes camouflées sous sa robe). Elle est chargée de regrouper les enfants juifs dont les parents ont été déportés. Elle les fait cacher dans des fermes ou des monastères, ou les fait passer en Suisse.

Son mari, dénoncé, doit quitter Toulouse pour se réfugier en Suisse dès 1942. Elle y enverra son quatrième enfant pour continuer le combat.

L'appartement situé dans l'immeuble était loué par Ariadna Fiksmán. Cet endroit servait à la fois de boîte aux lettres et de cache pour les résistants. Avec le nombre de réfractaires au STO et l'annonce du Débarquement en 1944, c'est également devenu un lieu de transit pour les hommes cherchant à rejoindre le maquis. Le 22 juillet 1944, Ariadna Fiksmán s'y rend, en compagnie du résistant belge Raoul Léons, chef de secteur des maquis du Tarn (Montagne Noire). Ils ont avec eux les faux papiers nécessaires aux nouvelles recrues désireuses de rejoindre le maquis.

Renseignée, la Milice est à l'intérieur de l'appartement. Arrivé le premier au rendez-vous, le Hongrois Thomas Bauer est immédiatement arrêté. Lorsque Ariadna Fiksmán entre dans l'appartement, elle remarque son camarade tenu en joue par les miliciens. Une bagarre éclate entre résistants et miliciens : Thomas Bauer se saisit d'une bouteille vide qui traînait sur le sol pour assommer l'un des francs-gardes de la Milice. Un milicien tire et c'est Ariane qui est touchée en plein cœur. Thomas Bauer grièvement blessé, parvient à s'enfuir mais il est rattrapé par les miliciens. Interrogé et torturé, il meurt le lendemain au cours d'une intervention chirurgicale à l'Hôtel-Dieu. Sa tombe est restée longtemps méconnue car elle portait le nom de son pseudonyme. Seul Raoul Léons, blessé à la jambe, est parvenu à s'échapper.

2C angle de la rue des Arts : le G.I.F (groupe insurrectionnel français) (10 décembre 1942)

Le G.I.F regroupe douze élèves de troisième et de seconde du Lycée des garçons, actuel lycée Fermat. Il est organisé en quatre équipes de trois membres. Ces jeunes veulent lutter contre le conformisme ambiant (garde à vous à la levée du drapeau, port de la francisque par d'autres camarades). Ils se réunissent dans une cave rue Maletache (quartier des Carmes) où ils établissaient des plans d'insurrection dont le plus poussé était de se barricader dans le marché des Carmes...

Leurs actions consistent à diffuser des tracts dans le lycée, détruire les portraits de Pétain et à lacérer les affiches de propagande. A Lardenne, ils attaquent un dimanche matin des **francistes** (parti collaborationniste) qui vendent leur propagande. Dans la nuit du 10 décembre 1942, suivant les consignes de la radio de Londres, plusieurs membres peignent dans la rue des Arts la date 1918 ainsi que des « V » et des croix de Lorraine. Vers 23 heures, des policiers les arrêtent. Conduits dans les locaux de la police rue du Rempart Saint-Étienne ils sont « passés à tabac » par le commissaire.

On trouva sur eux des carnets d'adresses contenant la liste de presque tous les membres du GIF qui se retrouvèrent le lendemain à la prison Saint-Michel. 8 membres comparaissent devant le tribunal pour le chef d'accusation d'atteinte à la sûreté de l'État Français. Ils écotent de quelques jours de prison (quatre à huit) et sont exclus définitivement du lycée.

Parmi ces condamnés, se trouvent les fils des résistants Raymond Naves (Francis Naves) et Silvio Trentin (Bruno Trentin, futur homme politique italien, leader syndicaliste et député européen).

3 2 rue Victor Hugo : le groupe Morhange (Marcel Taillandier alias : Ricardo- Morhange) (C siège de la Gestapo du Busca)

L'hôtel l'Ours blanc est l'un des sièges de la Gestapo. Le groupe Morhange y infiltre un agent. Le groupe FTP MOI y fait exploser une bombe dans la salle de restaurant en 1943.

La Gestapo est la police secrète d'État du parti nazi. Elle s'installe à Toulouse dès l'invasion de la zone dite libre. Son siège va déménager à plusieurs reprises, notamment dans le vaste hôtel particulier **rue Maignac** (actuelle rue des Martyrs de la Libération **C**) où les caves servaient de

salle de torture. Elle est chargée des actions répressives contre les ennemis de l'Allemagne : gaullistes, communistes et juifs principalement. Elle est réputée pour son extrême violence et ses actes de torture. Les effectifs allemands ne sont pas considérables avec à son apogée 108 membres. Mais elle est dans les faits souvent secondée par la police militaire (Feldgendarmarie) les SS et la Milice. Elle emploie aussi des agents permanents et des indics (serveuse de bar, femme de ménage par exemple) dans la population toulousaine. Les Français agents de la Gestapo infiltrent les milieux de la Résistance et sont utilisés souvent pour les plus basses besognes comme la torture ou l'exécution des prisonniers. La FTP MOI a listé soixante-sept noms de français, effectif sous-estimé par rapport aux nombreux auxiliaires de la Gestapo jugés à la Libération. Les agents sont souvent très jeunes, les moins âgés en 1944 ont 16 ans. Lors de l'épuration, l'âge moyen est de 25 ans. Ce sont souvent des marginaux et des dévoyés qui sont attirés par des salaires confortables et qui profitent de leur pouvoir exceptionnel pour agir impunément. Par exemple, certains dévalisent la caisse du cinéma les Nouveautés. La Gestapo a porté des coups terribles à la Résistance toulousaine notamment par un jeu de chantage, de libération de résistants devenus agents. Mais contrairement à Bordeaux, elle ne réussit pas à la démanteler en l'absence d'une centralisation complète et d'un chef incontestable.

Marcel Taillandier (né en 1911) est un militaire du service de contre-espionnage. En 1940, l'armée l'envoie au château de Brax pour y déposer des archives militaires. Il décide d'y rester après l'armistice. Il y travaille avec d'autres militaires chargés de camoufler des armes et du matériel de l'armée française pour les soustraire aux Allemands.

Il prend comme couverture, la gérance d'un bar « Le Frascati », situé sur les allées Jean Jaurès (où il se fait nommer Ricardo). Dénoncé en 1943, il se sauve par le toit. Les habitués du bar et sa femme sont arrêtés. Ils seront tous déportés, sauf sa femme, enceinte, que Taillandier réussira à faire évader de prison.

Il choisit le nom Morhange d'après l'un des personnages du roman L'Atlantide (1919).

En juin 1944, cerné place du Capitole par six agents de la Gestapo, il se sauve à nouveau par les toits. Mais en juillet, il tombe sur un contrôle de police allemand à Saint-Martin-du-Touch alors qu'il se rendait dans un maquis du Gers. Il arrive à prendre la fuite en courant mais il est dénoncé par une habitante : sur un toit ? dans la rue ? Les sources divergent.

Le groupe Morhange est une organisation de contre-espionnage qui a pour objectif de combattre l'**Abwehr** (service de renseignements et du contre-espionnage de la Wehrmacht) et la Gestapo. Le réseau est constitué de quatre-vingt-deux agents recrutés souvent dans l'armée et la police. Les membres sont dévoués et disciplinés. Les différents membres sont dénommés X1, X2... suivant la hiérarchie. Aucun des membres du réseau qui a été capturé et torturé par la Gestapo n'a parlé.

Le renseignement : Lucien Guizol un membre invitait des officiers nazis chez lui pour dîner et écouter son épouse - virtuose - jouer du piano, il récoltait les informations trouvées dans les sacs des officiers.

L'infiltration : Ils infiltrent des administrations de Vichy (Préfecture, commissariat), les mouvements collaborationnistes et les services allemands (Gestapo).

La plus extraordinaire mission est celle d'**Achille Viadieu**. Il rallie le parti collaborationniste RNP (Rassemblement-national populaire) de Marcel Déat. Il fait la connaissance des 2 chefs toulousains, les fait enlever et exécuter par ses camarades. Il va à Paris pour rencontrer Marcel Déat et affirme que les deux hommes se sont sauvés avec l'argent du parti. Il se propose de les remplacer. Devenu dirigeant local du parti, il a des contacts fréquents avec les Allemands et obtient ainsi des informations de première main. Mais il est vu et photographié à Barcelone par des agents allemands infiltrés. Reconnu par la Gestapo place du Capitole, il est abattu après une course poursuite en voiture.

La liquidation : l'exécution des collaborateurs et des agents de la Gestapo. Chacune des actions fait l'objet d'une étude approfondie par le groupe. Aucune personne n'a été exécutée sans

vérification préalable. On dénombre 73 opérations. 13 personnes sont exécutées dans la rue dont l'intendant de police. Les soixante autres sont enlevées et conduites dans le château de Brax, siège du réseau. Ils sont interrogés et les renseignements obtenus sont envoyés à Barcelone, antenne de la France libre. Ils sont ensuite jugés par un tribunal clandestin composé de vrais magistrats : un seul verdict, l'exécution. Un fossoyeur prépare toujours trois fosses d'avance. Devant la répugnance de la tâche, un bourreau est recruté, Pierre, âgé de moins de 20 ans, qui prend plaisir à ses fonctions et qui se plaint lorsqu'il n'y a pas d'arrestation.

Pierre Loutrel dit « Pierrot le Fou », entre collaboration et résistance.

C'est un truand qui a fait de la prison avant-guerre. Il est violent, alcoolique et déséquilibré. En 1941, il rejoint la Gestapo de Paris tout en gardant son activité de voyou. Il pratique le racket et l'assassinat. En 1944 : sentant le vent tourner, il juge opportun de rallier la Résistance en descendant sur Toulouse. Il aide un policier infiltré à déjouer une opération de la Gestapo visant le réseau Morhange. Puis à la demande du réseau, il exécute à la terrasse d'un café un ancien membre de la Légion des Volontaires Français (LVF) qui a combattu aux côtés des nazis. Il participe également à la Libération de Toulouse. Après-guerre, renouant avec le banditisme, il intègre avec des anciens de la Gestapo le « gang des tractions avant ». Devenu célèbre, il est dénommé « ennemi public numéro 1 ». Il meurt en 1946, après avoir été blessé lors d'un braquage.

4 9 Allée du Président Franklin Roosevelt : l'opération au cinéma des Variétés (1 mars 1944) Charles Michalak (Israel Schimmel Gold), Rosa Bet, Enzo Godéas, David Freiman.

Le cinéma est connu pour passer des films de propagande allemands et accueillir des conférences d'orateurs nazis ou vichystes. L'établissement diffuse alors le film de propagande *Le Juif Süss*. La **35ème Brigade FTP-MOI** (expliquée avec Marcel Langer [7](#)) organise l'opération : poser une bombe lors de la deuxième séance ouverte aux Allemands.

La bombe à retardement est préparée par l'artificier Charles Michalak (Israel Schimmel Gold, né en Pologne) dans son atelier de la gare désaffectée de Loubers (L'Union). Il est jardinier le jour et fabrique les bombes artisanales la nuit. Par exemple, en découpant un tronçon de tuyau de canalisation, soudé en son fond et rempli de clous, de poudre et d'explosifs. Ces derniers pouvaient être fournis par des mineurs résistants des mines de Carmaux.

Un jour, un groupe de résistants se retrouve à la gare. Michalak veut leur faire une omelette. La graisse qu'il utilise est celle dans laquelle il cachait les munitions, tout se met à pétarader. Les résistants croient alors à une attaque.

Arrêté et torturé, Michalak ne parlera pas. Il sera déporté en 1944 dans le convoi dit du « **Train fantôme** » vers le camp de Dachau avec environ 750 déportés. Étant donné la situation militaire en France à cette époque, le train met deux mois à atteindre l'Allemagne par un invraisemblable itinéraire. Il part d'abord pour Angoulême, puis rebrousse chemin. À Bordeaux, la Gestapo extrait du convoi une dizaine de détenus : ils sont fusillés. Puis le convoi prend la direction de Toulouse et enfin s'engage dans la vallée du Rhône où il est attaqué par l'aviation alliée. Les souffrances subies pendant le trajet causent de nombreuses morts chez les déportés mais il s'en évadera par le plancher du wagon.

Après la libération, il rejoint sa femme en Pologne où elle a commandé une unité de partisans dans les forêts polonaises. Il décède à l'âge de 87 ans.

Il y a trois personnes pour installer le dispositif dans la salle. Deux résistants jouent au couple d'amoureux (Rosa Bet et Enzo Godéas, Italiens), tandis qu'un autre place la bombe (David Freiman, juif d'origine roumaine). Ils s'installent pour la première séance réservée aux spectateurs français.

A la fin de la séance, David Freiman place sous son siège la bombe qui doit exploser 45 minutes après. Mais, alors que le public commence à sortir, la bombe explose.

David Freiman est tué sur le coup, Rosa Bet est grièvement blessée (elle a la jambe arrachée) et Enzo Godéas est sévèrement brûlé. Un spectateur est tué également. Ils sont conduits à l'Hôtel Dieu et interrogés par la police française. Rosa Bet meurt deux jours plus tard, sans avoir révélé sa véritable identité et enterrée sous sa fausse identité. Enzo Godéas, non soigné, est longuement torturé puis enfermé à la Prison Saint-Michel. Il n'est pas soigné pendant trois mois. C'est dans un état physique épouvantable qu'il est jugé dans la cour de la prison. Ses juges sont cachés derrière l'anonymat des cagoules. Il est fusillé en juin 1944 par des policiers français, attaché sur une chaise car il ne peut tenir debout.

5 3 rue Alexandre Fourtanier : le siège de la Milice

Joseph Darnand- fervent collaborateur et engagé dans la waffen SS- dirige la Milice française. Elle est créée en **janvier 1943** en réponse à une exigence formulée par Adolf Hitler à Pierre Laval face au progrès de la Résistance en France.

C'est une organisation politique et paramilitaire de type fasciste. Elle seconde la Gestapo en traquant des résistants, des Juifs et des réfractaires au STO.

La Milice connaît un certain succès à Toulouse avec **plus de 600 membres** alors que les partis collaborationnistes restent des groupuscules. On l'explique par le soutien du gouvernement et donc l'appui du maréchal Pétain. Les engagés proviennent essentiellement de la droite conservatrice et catholique, par exemple des membres des « bonnes familles » du quartier Saint-Étienne et des aristocrates. On y trouve également des personnes issues de la petite bourgeoisie citadine, des marginaux en plus grand nombre que dans la Gestapo, voire des personnes opportunistes voulant éviter le STO.

La milice se partage en deux branches : la Milice ordinaire qui diffuse la propagande d'extrême droite et les **francs-gardes**, moins nombreux, qui sont armés et encasernés.

Cette organisation qui aspire à un régime totalitaire n'est pas appréciée par le préfet, les RG (police) et la grande majorité des Toulousains car elle agit arbitrairement, avec provocation et agressivité, en se dispensant de collaborer avec l'administration qu'elle est censée seconder :

-Lutte contre le marché noir et l'affaire du restaurant la « Reine Pédaque » au 15 boulevard de Strasbourg (actuel « L'Entrecôte »). 80 francs-gardes envahissent le restaurant en plein dîner. Un sous-officier allemand est autorisé à sortir aussitôt mais pas deux inspecteurs de police ni la clientèle. Les miliciens s'emparent de toutes les denrées, des ustensiles de cuisines et de la vaisselle ainsi que des bijoux trouvés dans l'appartement de la gérante.

Le préfet décide de poursuivre les miliciens pour trouble à l'ordre public mais il devra cesser les poursuites sur ordre de Vichy.

Contexte : le marché noir

La pénurie et le rationnement des biens alimentaires et de première nécessité (charbon, textile, essence) a plusieurs causes : absence d'un million et demi de prisonniers en âge de travailler, rupture des liaisons commerciales entre les deux zones jusqu'en 1943, blocus maritime et réquisitions allemandes. Hormis les légumes frais et les fruits, presque tous les produits alimentaires sont contingentés. Les cartes d'alimentation sont mises en place (de 1940 à 1949) et les tickets correspondent à l'âge et aux activités exercées. La ration journalière se situe seulement entre 1 200 et 1 500 calories pour un adulte. La quantité de viande avec os compris passe de 350 à 250 grammes par semaine, 90 grammes dans les derniers mois de Vichy. Dès 1940, apparaît le marché noir. Il a permis à la majorité de la population toulousaine de trouver un ravitaillement de complément malgré le temps et l'énergie considérable qu'il nécessite et les risques encourus (amende voire l'emprisonnement). Les gros trafiquants risquent l'internement administratif (camp). Les ersatz font partie du quotidien : le café de chicorée ou d'orge, la margarine ou mélanges gras de mauvaise qualité, le pain noir fait avec des farines de seigle ou de pommes de terre, le lait dilué ou encore les semelles en bois ou en carton à la place du cuir. Les bas en nylon, devenus introuvables, sont remplacés par des pratiques de substitution : certaines femmes teignent leurs jambes avec du cirage ou du café dilué et dessinent une fausse couture à l'arrière afin d'imiter des bas. Bien que les restrictions soient généralement

supportables, la souffrance liée au froid et à la faim est réelle chez une minorité de Toulousains : malades mentaux internés, vieillards et pauvres incapables de disposer du marché noir.

- **Hostilité à l'encontre de l'administration.** Les miliciens reprochent l'attitude prétendument favorable au gaullisme de l'administration toulousaine. Ils confectionnent de façon maladroite des fausses lettres de menaces signées par la Résistance envoyées à 200 personnalités du département dont le préfet et le premier président de la cour d'appel. La police démasque aussitôt les auteurs.

-**Le meurtre de Maurice Sarraut.** Le journal de la Dépêche, principal quotidien local, est devenu un journal collaborateur en acceptant l'autocensure exigée par Vichy (accord signé avec l'Etat). Mais de tradition républicaine et radicale, son directeur, Maurice Sarraut, a refusé à plusieurs reprises des articles de propagande et antisémites. La Milice et l'extrême droite collaborationniste jugent ce journal trop libéral dans un contexte où le maréchal Pétain pense un temps à se séparer une nouvelle fois de Pierre Laval, très impopulaire car proche des Allemands. Des rumeurs circulent sur le fait que le directeur de la Dépêche serait appelé dans le futur gouvernement ou sollicité pour faire le lien entre Vichy et la France libre à Alger. Le meurtre est organisé par des collaborateurs parisiens et probablement des officiers allemands à hôtel Lutetia de Paris (quartier général du service de renseignement allemand, l'Abwehr). Les miliciens participent à la filature pour établir l'emploi du temps de M. Sarraut qui est exécuté à la mitrailleuse devant son domicile de Saint-Simon le **2 décembre 1943**. La Dépêche décide d'exposer le cercueil tendu de noir dans le hall du siège rue Bayard. Lors des obsèques à Carcassonne, **René Bousquet**, le plus haut responsable de la police de Vichy et organisateur principal de la rafle de Vichy, est présent. Il avait en vain prévenu son ami du projet d'assassinat. Après enquête de police, le préfet fait arrêter cinq miliciens toulousains dont le chef de la Milice. Mais sous la pression de Vichy et de Darnand, ils sont ensuite libérés.

Bilan : Les francs-gardes ont apporté leur aide à la Gestapo et ils seront particulièrement violents dans les derniers mois de la guerre en 1944 même si leurs crimes sont difficilement quantifiables. Ils participent à combattre les maquis autour de Toulouse comme à Rieumes mais aussi en Haute-Savoie. Leur siège sert de lieu de détention et de torture. La Milice provoque la crainte et la haine parmi la population toulousaine. Notamment car elle parade en uniforme et prend en public une attitude brutale. Le milicien symbolise le traître par excellence. Cependant, le nombre d'arrestations effectuées par la Milice toulousaine est dérisoire par rapport à celles qui sont dues aux Allemands et aux policiers français. Parmi les Français, le responsable majeur de la répression n'est pas le « collabo » tonitruant mais le bureaucrate effectuant son travail avec discipline.

6 place des Hauts-Murats : la prison Furgole et les 33 sonnets composés au secret.

La prison des Hauts-Murats est une prison bâtie au Moyen Âge. Au XIX^e siècle, la prison devient une prison militaire sous le nom de Furgole.

Jean Cassou (1897-1986) est un critique d'art, poète et romancier. Par ses origines familiales (naissance à Bilbao d'un père français et d'une mère espagnole), il appartient culturellement à la nation française et espagnole. En 1936, il travaille au ministère de l'Éducation du Front populaire. Favorable à l'aide à la République espagnole, il se rapproche du Parti communiste mais rompt avec lui au moment du pacte germano-soviétique d'août 1939. Il est nommé en 1940 conservateur du Musée d'Art moderne à Paris. Il est désigné « juif espagnol » (il est en fait marié à une juive) par la presse collaborationniste et révoqué de son poste par le gouvernement de Vichy. Il rejoint des amis chercheurs, le « groupe du Musée de l'Homme » organisé dans l'action clandestine (renseignement, évasion, propagande). Menacé d'arrestation, il décide d'aller à Toulouse en passant clandestinement la ligne de démarcation.

Il intègre le **groupe Bertaux** (développé en 8). Arrêté, il reste en prison de **décembre 1941 à février 1942**. Il est incarcéré à la prison militaire de Furgole, où il compose, de tête, car il n'a pas le droit d'écrire, ses *33 sonnets composés au secret* qui seront publiés clandestinement en 1944, sous le pseudonyme de Jean Noir, par les Éditions de Minuit.

Il fera 10 mois de prison supplémentaire à Lodève. Après avoir purgé sa peine, il est envoyé au camp d'internement de Saint-Sulpice du Tarn. Sur injonction de la Résistance, un responsable des camps de Vichy qui joue le double jeu, le libère en juin 1943 et il reprend aussitôt du service dans la Résistance.

En 1944, il est nommé par le Gouvernement provisoire de la République française **Commissaire de la République** de la région de Toulouse, c'est-à-dire qu'il est chargé de rétablir la légalité républicaine et l'autorité de l'État lors de la Libération. Au moment de la Libération de Toulouse, son automobile tombe sur une colonne allemande. Deux de ses compagnons sont tués à ses côtés et, grièvement blessé, il est lui-même laissé pour mort. Il est emmené à l'hôpital, dans le coma.

Jean Cassou reprend sa fonction de conservateur en chef du Musée national d'Art Moderne, poste qu'il occupe jusqu'en 1965.

Le **sonnet VI** s'adresse aux camarades emprisonnés. L'identité du poète se remplit de toutes les autres qui lui sont voisines, et dont il est tenu à l'écart.

M Monument à la gloire de la Résistance (visite guidée)

Situé face à l'ancien siège de la Gestapo, il est inauguré le 19 août 1971. Le monument abrite une crypte dont l'obscurité et la mise en scène plongent le visiteur dans l'atmosphère sombre des années de guerre. L'itinéraire souterrain évoque l'activité clandestine, la souffrance et l'espoir au bout du tunnel : le passage souterrain mène à la lumière du Jardin des Plantes, face à la plaque de la 35^{ème} Brigade Marcel Langer et au buste de Jean Cassou.

7 Prison Saint-Michel : exécution de Mendel (Marcel) Langer (23 juillet 1943)

Sous Vichy, avant l'arrivée des Allemands à Toulouse, la prison Saint-Michel permettait d'enfermer tous ceux qui étaient jugés dangereux pour la sécurité intérieure de l'État, principalement des militants communistes, des étrangers et des Juifs.

À partir de 1942, la prison est administrée par quartier, d'une part par les nazis et d'autre part par Vichy. Les résistants sont arrêtés par la Gestapo, par la police française ou par la Milice toulousaine. Les résistants arrêtés dans une même affaire étaient toujours séparés. L'isolement était quasi total, les détenus de cellules différentes n'ayant aucun moment commun.

Les conditions de vie y étaient très précaires, surtout pour ceux qui ne recevaient pas de colis alimentaires. Les prisonniers dormaient sur le sol, dans de grandes cellules ou dans des cellules conçues pour une seule personne, où ils vivent à six.

Ce n'est pas un simple lieu de détention : procès et exécutions s'y déroulent aussi. Ils sont parfois torturés comme au siège de la Gestapo.

Certains sont exécutés sur place ou en dehors (deux jours avant la libération de Toulouse, dans la forêt de Buzet sur Tarn, 54 résistants sont mitraillés puis brûlés à l'essence).

Beaucoup sont déportés vers les camps du Reich.

Le **22 juillet 1943**, Marcel Langer est guillotiné. Il a été arrêté 5 mois plus tôt pour avoir réceptionné une valise d'explosifs à la gare Saint-Agne en provenance de Luchon. Emprisonné, il est battu, pendu par les pieds et soumis au supplice de la baignoire. Lors de son procès, l'avocat général de l'accusation (procureur) Pierre Lespinasse a requis la peine maximale au motif : « *vous êtes juif, étranger et communiste, trois raisons pour moi de réclamer votre tête* ». On fait venir la guillotine de Paris. Le jour de l'exécution, le rabbin de Toulouse lui fait passer une lettre en yiddish de ses compagnons, lui assurant qu'il serait vengé. Les détenus entonnent la Marseillaise. Ses derniers mots : « *Je meurs pour la France et pour une humanité meilleure* » « *Mort aux Boches ! Vive la France ! Vive l'homme libre !* »

Né en Pologne en 1903 dans une famille juive très modeste, sa jeunesse est marquée par les persécutions antisémites, les pogroms. Elles poussent la famille à émigrer en Palestine. Il y

travaille dans les chemins de fer. Il rejoint le Parti communiste palestinien et combat l'occupant (les Britanniques) et les sionistes. Arrêté par les Britanniques, il rejoint la France en 1929. Il reste deux ans à Paris et y travaille comme ouvrier. En 1931, il part pour Toulouse et multiplie les emplois (livreur de charbon, ouvrier d'usine...). Il rejoint les militants de la MOI toulousaine et y rencontre de futurs camarades de combat. En 1936, il s'engage dans les brigades internationales contre Franco. En 1939, à son retour, comme de nombreux Espagnols, il est interné. Il s'évade/est libéré (sources contradictoires) et rejoint Toulouse où il est affecté dans une usine comme ouvrier.

En 1942, il entre dans la clandestinité quand il apprend que son nom figure sur une liste d'ouvriers désignés pour le STO. Il constitue son groupe qu'il baptise **35^e brigade FTP-MOI** en souvenir de la 35^e division de mitrailleurs en Espagne

Contexte : le FTP MOI

Le PC est organisé en une branche politique (le Front national) et une branche armée (le FTP : Francs-Tireurs partisans). Pour cloisonner et sécuriser les branches, les résistants communistes sont organisés en rectangles composés en 3 membres. Les relations sont uniquement verticales. Les groupes, de la base jusqu'au triangle de la direction nationale, forment une immense pyramide aux éléments séparés. Dans les faits, beaucoup se connaissaient mais ils ignorent le nom des responsables régionaux.

Au sein du FTP, les étrangers ont une branche particulière, la MOI (Main-d'œuvre immigrée). La MOI, créée avant-guerre regroupe les travailleurs étrangers. Elle a été longtemps occultée par le PC qui ne tenait pas à mettre en lumière le rôle essentiel joué par les communistes étrangers dans la Résistance.

À Toulouse, la 35^{ème} brigade est une unité minuscule, entre 10 et 20 membres. Ses effectifs fluctuent selon les arrestations, les tués et les nouveaux militants. Au total, 49 personnes y ont participé dont de nombreuses femmes. C'est un groupe cosmopolite composé d'Italiens, d'Espagnols et de nombreux jeunes juifs d'Europe centrale et orientale (Polonais, Yougoslaves, Tchèques, Roumains, Hongrois) dont les parents ont été déportés. Ils rejoignent le communisme pour se battre et retrouver leur fierté, l'idéologie n'étant pas toujours leur priorité. À partir de fin 1942, ces jeunes sont presque les seuls à pratiquer la guérilla urbaine sans presque aucun contact avec le reste de la Résistance. Isolés et ayant peu de moyens, ils se déplacent avec des bicyclettes volées et utilisent des armes volées à la police ou aux Allemands et même à l'Armée secrète (Résistance). Avec des bombes artisanales, ils pratiquent la destruction de locomotives, de camions (place du Capitole) et d'installations électriques. Après l'attentat du cinéma (4), le groupe est accusé d'irresponsabilité par le Parti et se retrouve totalement isolé. Il est démantelé par les Allemands en avril 1944. Seuls, quelques résistants parviennent à s'échapper du « Train fantôme » et c'est par leurs témoignages que l'on connaît les actions du groupe.

Contexte : la justice toulousaine sous Vichy

La justice doit faire face à l'avalanche des nouveaux crimes et délits définis par le régime. Elle continue à respecter les règles juridiques en usage sous la République (instruction minutieuse, garantie de l'accusé, gradation des peines) contrairement aux cours martiales de la Milice en 1944. Cependant, les magistrats ont accepté le régime autoritaire et ils ont appliqué les lois discriminantes (contre les Juifs) et rétroactives. À part la condamnation à mort de Marcel Langer, les décisions de justice sont nuancées. Les résistants, s'ils ne sont pas reconnus responsables de premier plan, s'en tirent, comme dans le droit commun, avec des peines de prison de quelques mois. Les communistes sont en revanche plus lourdement punis même lorsque les chefs d'accusation sont légers. De même pour les Français reconnus comme agents allemands avant novembre 1942. Les progrès des Alliés en 1944 provoquent la prudence des magistrats. En juillet, ils ne tranchent pas en renvoyant les affaires. La répression a été plus importante avec les internements administratifs ordonnés par le préfet.

D Allée des Demoiselles : attentat contre l'avocat général Pierre Lespinas (10 octobre 1943)

La 35^{ème} brigade décide de se baptiser Marcel Langer et de se venger.

Le soir même, un officier allemand est abattu rue Bayard.

L'adresse de Pierre Lespinas est repérée dans l'annuaire téléphonique. La préparation consiste à recueillir des informations sur les heures et itinéraires de déplacement de la cible. Un trio (2 hommes et une femme) de résistants se cache dans un jardinet face à la maison qui a été repérée. Prise d'un doute quant à l'horaire de sortie de Lespinas du tribunal, la résistante se rend au Palais de Justice et demande au concierge de lui désigner Lespinas, en prétextant un rendez-vous. À sa réponse, elle comprend que la personne qui allait être exécutée n'était pas celle qui avait été suivie mais un homonyme ; elle se précipite à vélo pour stopper l'opération.

En fait, l'avocat général ne figurait pas dans l'annuaire. Il faut désormais reprendre les filatures. Pierre Lespinas ayant reçu une lettre de menaces est désormais très précautionneux. Tous les jours un chauffeur vient le chercher au palais de justice pour le reconduire à son domicile en changeant régulièrement d'itinéraire : 17 rue André Delieux (près de l'allée des Demoiselles). Il est alors observé que Pierre Lespinas a pour habitude chaque dimanche de se rendre à pied à la messe allée des Demoiselles en compagnie de son épouse et de sa belle-sœur, sans gardes du corps. Le 10 octobre 1943, un résistant italien, Enzo Lorenzi, arrive à hauteur du groupe à vélo et tire à plusieurs reprises.

L'opération est citée par Radio Londres comme une grande action de la Résistance. Dès lors les magistrats de Toulouse hésitent à siéger dans les tribunaux spéciaux et ne prononcent plus de condamnations à mort contre des résistants. Ce qui n'empêche pas la justice française de livrer aux Allemands les prisonniers une fois jugés. Une cour martiale est donc créée en 1944 par Vichy. Elle condamnera à mort 6 résistants.

La libération de la prison (19 août 1944)

Le 19 août les gardiens allemands quittent la prison. Les gardiens français se retrouvent seuls. Les clefs de cellule commencent à circuler sous la pression des familles de prisonniers qui tambourinent à la porte d'entrée.

Les détenus s'échappent, courent se réfugier dans les rues avoisinantes, les jardins.

Une légende : celle qui affirme que ce sont les femmes qui auraient libéré la prison. Cette version repose sur la présence aux portes de la prison des sœurs et des compagnes parmi les proches qui souhaitaient voir sortir les prisonniers.

Une autre légende : le rôle de l'écrivain André Malraux qu'il se donne dans ses « *Antimémoires* » publiées en 1967 alors qu'il est ministre de la Culture.

Il entre en résistance en mars 1944, sous le nom de « colonel Berger ». Il est arrêté en juillet 1944 à Gramat (Lot). Il affirme qu'il aurait été l'organisateur de la libération de Saint-Michel jusqu'au moment où furent ouvertes les portes de l'établissement. Une version totalement éloignée des faits historiques. Certains récits souvent mémoriels ont personnalisé l'événement : l'écrivain s'échapperait grâce au coup de force organisé par Jean-Pierre Vernant juste avant la libération. En réalité, il s'inscrit dans un mouvement insurrectionnel plus large, auquel les FFI ont contribué le 19 août.

Dans les *Antimémoires*, ce qui prime dans le récit autobiographique, c'est moins le principe du réel que celui de l'imaginaire, car en écrivant sur soi, le romancier invente un personnage, produit une autofiction.

Contexte : la Libération de Toulouse

Les événements militaires qui mettent fin à l'occupation de Toulouse dépendent de facteurs qui dépassent la région. Début août, ni l'ennemi, ni la Résistance n'avaient prévu l'accélération du processus. Il a fallu improviser.

Avant même le 6 juin, les FFI de la région toulousaine en voie d'unification ont déjà remporté un succès en portant gravement atteinte au moral des Allemands (sabotages et embuscades des maquis). À partir de juin, les plus importants combats sont à l'initiative des Allemands. Les SS de la division Das Reich attaquent le maquis de Saint-Lys à 25 kilomètres de Toulouse. Avec la Gestapo, ils s'en prennent aux populations civiles. Des massacres ont lieu dans 5 localités de la Haute-Garonne. Une série de convois de déportation part de Toulouse dans les dernières semaines de l'occupation dont celui des « déportés d'honneur ». En prévision du débarquement, une série d'otages a été listée parmi les notables. Les arrestations sont prévues simultanément dans toute la France. À Toulouse, sont arrêtés par exemple le maire, les directeurs de la Dépêche et des magistrats.

Serge Ravel, chef régional de la résistance armée, met au point une stratégie : il table sur de longs combats et envisage le remplacement progressif des autorités de Vichy par les préfets de la Résistance au fur à mesure que les préfectures seront libérées. Il fait prévoir la venue des maquis pour libérer Toulouse.

Pour les Allemands, la vallée de la Garonne est stratégique car elle permet le passage de troupes vers l'est et vers l'ouest. Mais la situation bascule le 15 août avec le débarquement en Provence, les forces allemandes courant le risque d'être coupées de leur base. Elles sont contraintes d'évacuer rapidement le Midi de la France. L'ordre de retraite de Toulouse est donné le 18 août et le départ se déroule dans la confusion. Ils incendient leurs archives et quelques bâtiments dont celui de la Gestapo, une trentaine de wagons de munitions et des infrastructures télégraphiques et téléphoniques. Cependant, les ponts et les infrastructures industrielles restent intacts. La Résistance est surprise car elle ne s'attendait pas à un départ aussi précipité. Les combats de la Libération se déroulent du 18 au 20 août. Il ne s'agit plus de chasser les Allemands mais d'empêcher le plus grand nombre de rejoindre le front. Il y a des combats surtout autour de la gare Matabiau et des escarmouches contre les convois allemands par exemple aux Minimes et à Saint-Cyprien. On dénombre 35 morts du côté français.

Les maquis convoqués par Serge Ravel ne rentrent dans la ville que dans la nuit du 20 au 21. Il est absurde de dire que les FFI ont chassé les Allemands. Toutefois, la Résistance a fortement contribué à aggraver le désordre chez l'ennemi et à lui causer de lourdes pertes.

Le total des prisonniers faits par les FFI dans la région R4 est considérable : entre 13 000 et 15 000.

A L'hôpital Varsovie

Lancée en 1944, l'**opération Reconquista** devait permettre aux Républicains espagnols, essentiellement les **Guérilleros** apparentés au PC, de reconquérir le Val d'Aran pour en faire un avant-poste contre Franco. Cette opération militaire est préparée en amont : on choisit un hôtel particulier inoccupé du quartier St-Cyprien de Toulouse pour en faire un hôpital, qui servira à soigner les blessés. Cette bataille est un échec militaire avec plus de 500 morts. Les médecins espagnols obtiennent le droit d'y soigner les civils espagnols en 1945. En effet, de nombreux réfugiés, notamment dans le quartier Saint-Cyprien, vivent dans le plus grand dénuement. L'hôpital fonctionne avec la générosité de donateurs notamment des Étasuniens antifascistes dont Eleanor Roosevelt, Einstein ou Picasso.

En 1950, le gouvernement français interdit les partis communistes étrangers et expulse du territoire les médecins espagnols.

8 3 rue du Languedoc : le bureau clandestin de François Verdier « Forain », chef régional des Mouvements Unis de Résistance (R4) et « l'opération de minuit » (13 au 14 décembre 1943)

Contexte : les MUR

En parallèle des initiatives locales, les grands mouvements de la zone non occupée nés à Lyon et dans le Sud-Est s'implantent à Toulouse : il s'agit de Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur. Le plus important est Combat. Créé par un ancien officier, Henry Frenay, il se caractérise par une excellente organisation avec divers services (action ouvrière, propagande, renseignement, armée secrète) adoptés par l'ensemble de la Résistance, ainsi que le nom des régions : R4 pour le Midi toulousain. C'est un mouvement démocrate-chrétien qui est hostile au communisme.

Libération-Sud, créé par Emmanuel d'Astier de La Vigerie, est moins structuré et moins étoffé que Combat. Il regroupe à Toulouse des chrétiens de gauche et des socialistes ainsi que le communiste **Pierre Vernant**, professeur de philosophie au Lycée Fermat et chef départemental des FFI, futur helléniste de renom.

Franc-Tireur qui est dirigé par Jean-Pierre Lévy, un réfugié alsacien, est moins important que les deux autres mouvements. Il regroupe également des chrétiens de gauche, des socialistes et des radicaux.

Pour le résistant à l'échelle locale, cette distinction a peu d'intérêt. La double appartenance est fréquente et les militants distribuent indifféremment les journaux *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur*.

Les Mouvements unis de la Résistance (MUR) créés en 1943 qui succèdent à l'Armée secrète (AS) et qui précèdent les FFI rassemblent les trois mouvements sous la direction de Jean Moulin.

François Verdier dirige une entreprise de commerce de machines agricoles. Humaniste, membre de la Ligue des Droits de l'Homme et socialiste, il soutient activement les républicains espagnols en organisant des collectes. Vichy le démet de ses fonctions de juge au Tribunal de commerce de Toulouse.

Il adhère au mouvement Libération-Sud et prend le pseudonyme Forain. En 1943, il est choisi par le Général de Gaulle pour devenir le **chef des Mouvements unis de la Résistance dans le Sud-Ouest**. C'est à cette adresse que François Verdier coordonne l'ensemble des actions dans la région R4.

Il est arrêté dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943. « **L'opération de minuit** » est la plus grande opération de répression contre la Résistance régionale. : 110 personnes sont arrêtées simultanément, dans l'ensemble de la région R4. Le coup de filet a été préparé depuis des semaines par la police allemande bien renseignée, grâce à des agents infiltrés et la trahison de quelques résistants. François Verdier est l'un des premiers à être arrêté vers 23 heures à son domicile, un billet de train pour Paris dans sa poche car il doit s'y rendre le lendemain pour une réunion clandestine. Il n'y a pas de cri ni de geste de violence. Leur fille à l'étage n'est pas réveillée. François Verdier veut monter embrasser sa fille mais l'officier allemand refuse. Il est emmené au siège de la Gestapo. Les témoignages le décrivent confiant, tentant de convaincre qu'il s'agit d'une erreur. Sa femme n'est arrêtée que quelques jours après et sera déportée à Ravensbrück. Il est torturé pendant 44 jours. Refusant de parler, son corps sera finalement retrouvé dans la forêt de Bouconne (une balle dans le ventre puis une grenade pour défigurer son visage).

À la libération de Toulouse, ses amis résistants décrochent les plaques de l'allée du Maréchal-Pétain pour les remplacer par celles de Forain-François-Verdier ([voir plan](#)).

L'arrestation de François Verdier est un coup dur mais ne provoque pas de catastrophe. Ni également la répression où un millier de personnes perdent la vie en Haute-Garonne sur toute la période, car les dirigeants de la Résistance toulousaine fédèrent une multitude de petites organisations relativement autonomes.

Après la mort de François Verdier, sont établis les FFI qui intègrent cette fois les communistes. Dans chaque région est nommé pour préparer la mise en place des futures institutions

républicaines, un Commissaire de la République. Ce coordinateur civil de la R4 est Jean Cassou. Le jeune Serge Ravanel, né en 1920, est lui, responsable des opérations militaires. De son vrai nom Serge Asher, il achève ses études à Polytechnique en 1942 tout en intégrant un groupe de résistants à Lyon. Sa vie de résistant est rocambolesque avec deux évasions et une arrestation manquée en sautant par une fenêtre et en plongeant dans l'Ain (près de Lyon) de nuit en octobre.

9 46 rue du Languedoc : la librairie de Silvio Trentin, le réseau Bertaux et le mouvement Libérer et Fédérer.

Cette adresse est considérée comme étant l'un des foyers de la Résistance à Toulouse de 1940 à 1942. Les résistants d'avant 1942 forment une minuscule élite, une poignée de téméraires presque ignorée de leur environnement. Les Toulousains connaissent mieux les activités de la France libre que de la Résistance intérieure. À partir de juillet 1940, de Gaulle commence à être connu. C'est en effet à Toulouse qu'eut lieu son premier procès par défaut devant le conseil de guerre. La Dépêche relate sa condamnation en première page. Vu l'indulgence des juges (4 ans de prison), un second procès en appel à la demande de l'État est tenu à Clermont-Ferrand. Il est alors condamné à la peine de mort par contumace.

Les premières équipes résistantes de Toulouse sont issues d'un petit groupe d'intellectuels de gauche qui fréquentaient la librairie. La présence et l'influence de ces lettrés souvent venus d'ailleurs sont une spécificité toulousaine. À Toulouse, ville assoupie économiquement, l'ascension sociale se fait par les diplômes et l'adhésion aux valeurs républicaines s'identifie au culte de l'école et du savoir.

Silvio Trentin est un député de la province de Venise, philosophe politique et professeur de droit. Il démissionne de son poste d'enseignant lorsque Mussolini accède au pouvoir. Il choisit l'exil. Il vit dans le Gers à partir de 1926 en vivant modestement comme ouvrier dans une imprimerie. Il écrit et publie des ouvrages philosophiques et notamment des essais qui analysent le fascisme.

En 1935, il ouvre la librairie qui devient un lieu de rencontres et de débats pour les intellectuels toulousains progressistes. Avec l'Exode, de nombreux intellectuels français et étrangers s'y retrouvent : on y rencontre des étudiants, des professeurs, des médecins et des syndicalistes. Dès juillet 1940, dans l'arrière-boutique de la librairie, des réunions clandestines contre les Allemands et Vichy sont organisées. En 1942, Silvio Trentin rentre dans la clandestinité car il est recherché par les nazis. En septembre 1943, à la chute de Mussolini, Silvio Trentin décide de rentrer en Italie pour continuer le combat. Il organise la résistance au nord de l'Italie contre les Allemands et les fascistes. Arrêté, il meurt en prison en 1944.

En 1941, le premier groupe de la Résistance toulousain y est créé par **Pierre Bertaux** qui est un professeur d'allemand à la faculté des lettres. À la faculté, il fait un cours sur *Mein Kampf* pour éveiller les étudiants au danger du nazisme. Le groupe Bertaux ne compte qu'une quinzaine de membres mais a des contacts avec Londres : Pierre Bertaux héberge chez lui un opérateur radio parachuté depuis Londres. L'objectif est d'envoyer des informations à Londres et aider aux passages dans les Pyrénées. Le groupe reçoit les premiers parachutages de matériel de sabotage de la zone sud. Les parachutages sont organisés à Fonsorbes.

Arrêté à son domicile toulousain en décembre 1941, il est incarcéré et le réseau démantelé. Il est libéré deux ans après. Il plonge dans la clandestinité à Paris. Il participe en août 1944 à la Libération de Toulouse et remplace Jean Cassou à la fonction de **Commissaire de la République**. Il reçoit le général de Gaulle à Toulouse en septembre 1944.

Libérer et Fédérer, est né en 1942 autour de Silvio Trentin. C'est le seul mouvement français constitué autour d'un étranger. Il se présente à la fois comme un groupe d'action et comme une formation politique. Il est mis sur pied par trois socialistes indignés par le soutien de responsables socialistes à Vichy mais il regroupe également un syndicaliste chrétien et un ancien communiste qui crée des petites antennes à Montpellier, Lyon et Marseille. Libérer et Fédérer édite un journal clandestin qui permet de diffuser le projet politique de Silvio Trentin : le double

fédéralisme. Le fédéralisme interne doit permettre le développement de la démocratie locale par l'autonomie des régions et le fédéralisme externe associe les pays européens dans les Etats-Unis d'Europe. L'objectif visé est d'éviter un État omniprésent et totalitaire.

Le journal est tiré à plus de 20 000 exemplaires dans l'imprimerie des frères Lion, on dénombre 13 à 14 numéros selon les sources. Le mouvement imprime également des tracts et des faux-papiers et participe à des maquis. Il reçoit une aide précieuse des Britanniques (armes, matériel radio et argent). Le mouvement est actif jusqu'en 1944 mais relativement isolé car ses idées sont éloignées de la Résistance qui s'unifie autour de de Gaulle.

10 23 rue croix Baragnon : l'imprimerie d'Henri Lion (10 b Raoul Lion, 2 rue Romiguières).

Les frères Lion impriment des journaux de la Résistance (notamment *Combat*, *Libération Sud* et *Libérer Fédérer*), des tracts, des faux papiers (livrets de famille et faux certificats de baptême pour les Juifs) et des tickets de rationnement pour le maquis.

Sur dénonciation, le **4 février 1944**, une souricière de la police allemande est organisée à l'imprimerie. L'ensemble du personnel est arrêté ainsi que tous ceux qui se présentent à l'imprimerie dans les trois jours qui suivent. Plus de 40 personnes sont prises, dont **Maurice Fonvieille**, ancien instituteur à Pibrac et militant socialiste, responsable des maquis du mouvement Libérer et Fédérer et **Georges Ségué** (le futur leader de la CGT) qui était un jeune apprenti typographe de 16 ans. C'est le seul qui rentrera de déportation. Après trois semaines d'enquête, la police allemande remonte jusqu'au chef de la résistance toulousaine : **Raymond Naves**, professeur de Lettres à l'université de Toulouse, successeur de François Verdier et désigné pour être le maire provisoire à la Libération.

Torturés, les frères Lion et leur personnel sont déportés. Les deux frères sont gazés à Mauthausen (Autriche).

Contexte : Les écrits clandestins

De nombreux journaux et tracts clandestins nous sont parvenus « grâce » aux saisies de la police de Vichy (archives). Les journaux clandestins sont essentiels pour contrer la propagande vichyste mais ils se heurtent à beaucoup de difficultés matérielles : la confection d'un journal représente souvent une longue chaîne cloisonnée, qui mobilise des dizaines de résistants ignorant tout de l'activité des uns et des autres : écrire des articles, composer les caractères mobiles, reprographier, transporter et diffuser.

Élaboration : Le papier coûte très cher. La vente du papier et l'encre sont contingentés et la vente des machines à écrire est contrôlée. La plupart des journaux clandestins de la Résistance se résument à une ou deux feuilles A4. Les résistants impriment des journaux uniquement sur des recto verso et leurs textes sont très serrés, petits et condensés

Au début, les textes sont écrits à la main, à la machine ou ronéotypés. Ils se terminent souvent par la mention « à copier et à faire circuler ». Pour une diffusion plus ample, on a donc recours aux services d'imprimeurs professionnels qui acceptent de mettre en danger leur vie et leur travail. Ils sont très surveillés par les autorités : deux perquisitions de police ont lieu chez Henri Lion avant février 1944. Imprimer la nuit est trop dangereux (couvre-feu, bruit des machines et lumière). Il faut donc imprimer les documents clandestins entre deux tirages autorisés et aussitôt les faire sortir.

Plus de mille titres sont recensés pour toute la période en France, dont certains tirent à plus de 450 000 exemplaires.

Diffusion : voir les deux photographies de Robert Doisneau.

La distribution : Un vrai dilemme se pose. Les résistants doivent diffuser leurs publications dans le but qu'elles soient lues et connues. Mais il faut aussi qu'ils les distribuent sans être découverts, en cachette. Les résistants trouvent des astuces : les tracts et journaux sont abandonnés sur des bancs publics, dans les restaurants et les cafés, glissés dans les boîtes aux

lettres, sous les portes. Des postiers résistants les intercalent aussi avec du courrier ou dans des liasses de journaux. La Résistance compte également beaucoup sur la transmission de la main à la main et incite les lecteurs de ses journaux à les faire passer à des connaissances : « Faites lire notre journal », « On ne détruit pas *Le Franc-Tireur*, on le passe à un ami ». Recours aux cheminots pour la diffusion régionale et nationale par voie de chemin de fer.

11 Saint-Etienne : lettre de l'archevêque Saliège (23 août 1942)

La lettre pastorale gravée sur deux plaques posées au sol autour du buste de l'archevêque peut être lue par des élèves

Jules Saliège est né en 1870 dans le Cantal dans une famille paysanne.

Il est nommé archevêque de Toulouse en 1928 (évêque qui préside une province ecclésiastique). Bien que très hostile à l'anticléricalisme républicain porté par le courant radical influent à Toulouse, il s'éloigne du courant réactionnaire que l'on trouvait fréquemment parmi le clergé toulousain avant 1914

Dès 1933, il dénonce publiquement l'antisémitisme hitlérien lors d'une réunion au théâtre du Capitole. Dans les années 30, l'Institut catholique de Toulouse qu'il préside met en place des structures pour accueillir des familles de républicains espagnols réfugiés et après septembre 1939, des étudiants polonais.

Vichy revalorise le rôle social de l'Église : elle est associée aux cérémonies du régime et l'école privée est officiellement subventionnée. Le clergé toulousain se montre donc d'abord très favorable au régime. Mgr Saliège fait l'éloge du maréchal Pétain et dénonce « l'éducation athée et la démocratie athée ». Ce loyalisme dans le discours va perdurer jusqu'en 1942.

- En 1941, il refuse la législation antisémite de Vichy et fait accueillir des étudiants juifs à l'Institut catholique.

-En 1942, Il est choqué par la déportation des Juifs internés aux camps de Noé et du Récébédou. Cinq convois successifs vers Drancy puis Auschwitz quittent la région toulousaine. Pour le premier convoi, le 9 août, 330 déportés doivent rejoindre à pied la gare de Portet à 2 kilomètres. La plupart, âgés et malades mettent des heures à faire le trajet. À la gare gardée par de nombreux policiers, des scènes déchirantes se produisent : une crise de folie et des tentatives de suicide. Pour les autres convois, les conditions de transfert sont améliorées pour ne pas choquer la population. À partir de 1943, la Gestapo prend le relais de la police française en organisant de petits convois correspondant aux personnes arrêtées au coup par coup. Il n'y a plus de distinction entre Juifs français et étrangers, la Gestapo ne faisant pas la différence. Les Juifs français ayant un membre de leur famille résistant, ou accusés d'un petit délit comme le marché noir, ou qui détiennent une fausse pièce d'identité sont déportés.

La lettre pastorale lue à la messe dans le diocèse le dimanche **23 août** est l'une des rares manifestations du haut clergé sous le régime de Vichy (cinq évêques seulement dont celui de Montauban). Le gouvernement de Vichy, par l'intermédiaire du préfet, tente de dissuader les curés de lire cette lettre. Mais l'archevêque refuse d'obéir et ordonne de nouveau la lecture de sa lettre pastorale aux curés qui ne l'avaient pas lue à la messe précédente. Il accepte juste d'en modifier deux mots. Il remplace « scènes d'épouvante » par « scènes émouvantes » et les « horreurs » deviennent des « erreurs ». Pour la première fois, une personnalité importante prend position publiquement en faveur des Juifs et révèle ce que beaucoup veulent garder caché ou ne pas voir. C'est un événement de première importance à la fois pour la Haute-Garonne et le pays entier. Elle est reproduite en grand nombre sous forme de tract. Elle a un retentissement international avec sa diffusion sur la BBC à Londres. Elle exerce une influence décisive sur l'opinion et sur le gouvernement en aboutissant à une halte provisoire des déportations, plus marquée à Toulouse que dans le reste de la France. Leur reprise en juin 1943 se fait désormais sous l'égide de la Gestapo.

-Pendant la guerre, il participe au placement des Juifs, enfants et adultes dans des lieux sûrs aux alentours de Toulouse. Il fait aussi appel aux services d'Henri Lion pour produire de fausses

cartes d'identité et de faux certificats de baptême. En juin 1944, la Gestapo se rend à son domicile pour l'arrêter et le faire déporter (avec les « déportés d'honneur ») mais elle y renonce après avoir constaté son état de santé (paralysie progressive qui l'empêche de parler).

-À la Libération, il est considéré comme une figure morale de la ville, il est acclamé par 20 000 personnes sur la place du Capitole fin août 1944.